

Europe, crise et fin ?

Etienne Balibar

Editions Le Bord de l'eau

mars 2016

330 pages, 21 €

Avec cet ouvrage, Etienne Balibar pense le devenir du projet européen dans un temps de succession de crises violentes : crise de l'euro avec son moment paroxystique en Grèce, afflux massif de réfugiés de guerre et fermeture des frontières, actes terroristes et restriction des libertés publiques avec montée d'un racisme dans tout le continent...

Proposant deux synthèses, en introduction et en conclusion, et une série d'articles produits entre 2010 et 2015, l'auteur met les événements en perspective. La crise en Europe est en interdépendance permanente avec les impasses du capitalisme financier mondialisé et avec les crises démocratiques au niveau national. Les choix de construction européenne rétroagissent sur le niveau global et les niveaux national et infranational. A partir d'exemples puisés dans l'actualité, une lecture par l'économique et le financier présente les conséquences destructrices d'une monnaie unique en l'absence de budget pour des politiques sociales de solidarité européenne. Le caractère permanent des déséquilibres est souligné, résultant des transferts de valeur vers les zones les plus puissantes économiquement qui ne sont pas rééquilibrés par des transferts budgétaires vers les zones économiquement dominées.

La réponse qu'apportent les populismes «nationalistes, agressivement xénophobes» est pointée comme un danger mortel pour nos sociétés. La réponse ne peut venir que des valeurs humanistes qu'il nous faut porter, avec l'urgence de convaincre. Parce que tous les niveaux géographiques participent de la crise, E. Balibar argumente contre les replis sur la Nation contre l'Europe.

Le projet d'une «autre Europe»



doit s'appuyer sur des propositions à tous niveaux, du local au global. L'auteur montre qu'en Europe, l'objectif de «démocratie égalitaire», loin d'être un slogan abstrait, est illustré par de nombreuses choses dans nos sociétés. Il souligne aussi que certains acteurs n'en portent l'aspiration que ponctuellement. Il inclut dans la réflexion une madame Merkel ouvrant l'Allemagne aux migrants, avant de se trouver isolée au Conseil européen, y compris lâchée par les responsables français.

Crise grecque, tragédie européenne, recueil d'écrits de James K. Galbraith, vient en écho à *Europe, crise et fin ?*, invitant tous deux à penser la complexité de la crise européenne autant que l'urgence et la nécessité de penser Europe, Europe autrement, Europe horizon indispensable à un avenir solidaire.

Jan Robert Suesser,
membre du Bureau
national de la LDH

Réduire la pauvreté

Denis Clerc, Michel Dollé
Coédition Les Petits matins,
Alternatives économiques
mars 2016

200 pages, 14 €

Cela fait partie du langage commun que de considérer que si la pauvreté est un mal, on ne peut guère la combattre. Ce discours se double de celui sur l'assistantat : toute politique publique aurait le défaut de mettre les gens en situation au mieux d'attente, au pire de fraude. Comme si le problème principal des programmes de lutte contre la pauvreté était l'afflux des passagers clandestins. Il s'agit d'un double mensonge. D'abord insupportable lorsque, comme le rappellent les auteurs, près de 14 % de la population est en situation de pauvreté. Ensuite inacceptable parce qu'il fait croire à l'existence d'une destination de pauvre. A situation indi-

viduelle, il ne pourrait y avoir qu'une solution individuelle. Et l'on fait appel à la volonté de chacun de s'en sortir.

Les auteurs prennent le problème à bras-le-corps et proposent un programme dont l'originalité réside dans leur analyse de la situation des pauvres dont ils refusent, avec juste raison, de considérer que «c'est comme ça», ou qu'ils en seraient les principaux responsables.

Or nous sommes dans une conjoncture dangereuse. Sous les coups de boutoir des idéologues néolibéraux, la protection sociale dans tous ses éléments est critiquée pour son coût, qui serait trop élevé. Et l'on assiste à ce paradoxe imbécile : c'est au moment où l'on en a le plus besoin, parce que ce serait la crise, que l'on veut la sabrer; avec, comme seule solution, renvoyer vers la responsabilité individuelle.

Au contraire, les auteurs réhabilitent les politiques publiques et considèrent même que le «social» ne peut plus être considéré comme un sous-produit de l'économique. Lutter contre la pauvreté est une orientation stratégique. Il faut rétablir de la solidarité. Pour cela, ils présentent un programme dont ils veulent montrer qu'il y a moyen de lutter contre la pauvreté sans que les finances explosent. Parce que les contempteurs de l'action publique oublient volontairement de «boucler» leurs calculs dans la durée et dans la globalité de la société.

Après un état des lieux terrible, trois chapitres : réduire la pauvreté laborieuse ; les enfants pauvres et ceux guettés par la pauvreté ; aider les pauvres. Les auteurs affirment en conclusion que cette action est à notre portée, mais de longue haleine. Une leçon à méditer par tous les mauvais acteurs de la vie politique à court terme.

Dominique Guibert,
membre du Comité
central de la LDH